

Arrêté du 13 mars 2012 portant cessation de fonctions et nomination (régisseuse, gérante des comptes nominatifs au centre pénitentiaire de Perpignan)

NOR : JUSK1208453A

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation financière et comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 décembre 2005 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires, de la mission des services pénitentiaires d'Outre-mer, des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation ainsi que des régies de recettes et d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires, modifié par l'arrêté de 14 décembre 2005 modifié par l'arrêté du 7 septembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2005 modifié portant institution de régies de recettes et de régies d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2005 modifié portant nomination des régisseurs de recettes et d'avances, gérants des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2010 modifiant l'arrêté du 30 octobre 1981 portant création d'un Bulletin officiel du ministère de la justice et des libertés.

ARRÊTE

Article 1

Mme Hélène DEBELUT épouse REGNIER, secrétaire administrative, est nommée en qualité de régisseuse, gérante des comptes nominatifs au centre pénitentiaire de Perpignan, à compter du 1er avril 2012.

Article 2

Mme Hélène DEBELUT épouse REGNIER est assujettie à un cautionnement de 7 600 euros (sept mille six cent euros) et perçoit une indemnité de responsabilité.

Article 3

Il est mis fin à la fonction de régisseuse intérimaire, gérante des comptes nominatifs au centre pénitentiaire de Perpignan, de Mme Marie-Josée GEOFFROY, épouse LESNARD à compter du 1er avril 2012.

Article 4

L'arrêté du 8 septembre 2011 portant nomination de Mme Marie-Josée GEOFFROY, épouse LESNARD, en qualité de régisseuse intérimaire, gérante des comptes nominatifs au centre pénitentiaire de Perpignan est abrogé.

.../...

Article 5

Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice et des libertés est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et des libertés et notifié par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse en sa qualité d'ordonnateur secondaire au comptable assignataire.

Fait le 13 mars 2012.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice
et des libertés et par délégation,
Pour le préfet, directeur de l'administration
pénitentiaire et par délégation,
L'adjointe au chef de bureau du budget, de la
comptabilité et des finances,

Johanna CREOLA